



Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSSE, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Joël RAYMOND, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Animation du territoire - Dispositif de soutien à la restauration et à la valorisation des patrimoines métropolitains - Création des fonds - Cadre d'intervention de la politique de subventionnement - Approbation

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole possède un patrimoine culturel dont la qualité et la variété sont reconnus. La labellisation Pays d'art et d'histoire obtenue le 11 mars 2020 par le ministère de la Culture, ainsi que la candidature UNESCO, marquent une étape décisive dans le développement et la structuration de la politique patrimoniale de la Métropole. Le patrimoine est positionné comme moteur de développement local, en complémentarité des autres champs d'action de la Collectivité (aménagement et urbanisme, déplacements, habitat, environnement et innovation, économie et emploi, cohésion sociale, culture et sport).

Parmi d'autres leviers d'intervention, la politique de soutien encourage la mise en œuvre de projets, tout en favorisant le dynamisme des acteurs locaux. Il est ainsi proposé la création de deux fonds de soutien, à la restauration et à la valorisation des patrimoines, à l'attention des communes et associations du territoire de la Métropole. La démarche s'intègre de façon plus large dans l'organisation de la politique de soutien aux projets culturels et complète les dispositifs déjà mis en œuvre par les partenaires institutionnels, que sont la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC), la Région et le Département.

Le dispositif de soutien à la restauration des patrimoines vise trois objectifs stratégiques :

- Assurer la transmission des patrimoines de la Métropole aux prochaines générations ;
- Participer à l'amélioration du cadre de vie des habitants, à l'appropriation d'une identité commune ainsi qu'au développement de l'attractivité du territoire de la Métropole ;
- Contribuer au maintien et au renforcement de la filière des métiers de la restauration patrimoniale, ainsi qu'à la transmission des savoir-faire.

La démarche concerne des biens dont la qualité patrimoniale est reconnue, protégés ou non au titre des monuments historiques, situés sur le territoire de la Métropole ou appartenant à une des communes de la Métropole, et plus particulièrement les biens architecturaux et les objets mobiliers.

Des montants planchers et plafonds sont établis, en conformité avec la réglementation des aides mise en œuvre à l'échelle nationale et métropolitaine. Le montant des aides accordées sera adapté, tenant compte des critères suivants :

- L'intérêt patrimonial du bien restauré ;
- La nature, la dimension et la solidité du projet ;
- L'accessibilité des publics au bien restauré (visibilité depuis la voie publique, ouverture ou accessibilité *a minima* une fois par an à l'occasion des Journées européennes du patrimoine par exemple) ;
- Le recours à une maîtrise d'œuvre spécialisée dans la restauration du patrimoine pour tout chantier d'importance.

Le dispositif de soutien à la valorisation des patrimoines vise deux objectifs stratégiques :

- Contribuer à la diffusion de la connaissance, pour un accès de tous aux patrimoines de la Métropole, par la mise en œuvre d'une offre de médiation de qualité ;
- Participer à l'appropriation d'une identité commune ainsi qu'au développement de l'attractivité de l'ensemble de son territoire.

Le dispositif concerne des projets valorisant l'histoire, l'architecture, l'urbanisme, le paysage et/ou le patrimoine immatériel, sur un ou plusieurs sites, situés sur le territoire de la Métropole ou appartenant à une des communes de la Métropole :

- Les publications ;

- Les expositions ;
- La signalétique patrimoniale ;
- La création d'outils de médiation, traditionnels et numériques ;
- Les études et mises en œuvre d'espaces d'interprétation sur sites patrimoniaux ;
- Toute autre action tangible de valorisation des patrimoines.

Des montants planchers et plafonds sont établis, en conformité avec la réglementation des aides mise en œuvre à l'échelle nationale et métropolitaine. Le montant des aides accordées sera adapté, tenant compte des critères suivants :

- La nature, la dimension et la solidité du projet ;
- La qualité des conditions de mise en œuvre ;
- La diffusion envisagée envers les publics.

Au total, l'engagement auprès des communes et des associations, se traduit par un budget global de 8 000 000 € inscrits dans la programmation pluriannuelle d'investissement sur la durée du mandat. Un premier appel à projets peut être lancé dès 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'autoriser la création des fonds de soutien à la restauration et la valorisation des patrimoines ;
- D'approuver les cadres d'intervention des dispositifs de soutien à la restauration et à la valorisation des patrimoines ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-183688-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Cadre d'intervention Restauration
- Cadre d'intervention Valorisation

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.